



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Next Generation Litigation Software	
Solicitation No. - N° de l'invitation 19402-170015/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 19402-170015	Date 2019-08-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-117-36692	
File No. - N° de dossier 117xl.19402-170015	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-09-05	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chadha, Sampan	Buyer Id - Id de l'acheteur 117xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 794-7602 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Questions et réponses – 1

Question 1 :

En ce qui concerne l'installation sur place, le ministère de la Justice du Canada envisagerait-il d'adopter une solution axée sur l'infonuagique (hébergée par un tiers externe) au lieu d'effectuer une mise en œuvre sur place dès le début du projet?

Cette question est liée aux sections suivantes de la demande de propositions (DP) :

- Le critère CO7 indique ce qui suit : « La solution proposée doit pouvoir être installée par Justice sur place. »
- Le critère TC13 indique ce qui suit : « La solution de traitement devrait être disponible en tant qu'option basée sur l'infonuagique, en plus d'une mise en œuvre sur place. »

La section 9 de l'annexe A indique ce qui suit : « La Justice pourrait exiger que l'entrepreneur effectue la migration de la ou les solutions vers une infrastructure en nuage. »

Réponse 1 :

Non, Justice Canada ne peut pas envisager d'adopter une solution axée uniquement sur l'infonuagique, comme il est indiqué au critère CO7.

Question 2 :

En ce qui concerne les solutions logicielles, le ministère de la Justice du Canada envisagerait-il d'exiger des applications logicielles qui ne sont pas bilingues et qui ne seront pas bilingues pendant toute la durée du contrat proposé? D'après notre compréhension, la majorité des critères liés au bilinguisme dans la soumission sont des exigences « souhaitables » (et par conséquent pas obligatoires). Toutefois, il y a un critère obligatoire qui porte sur le matériel de formation bilingue.

Cette question est liée aux sections suivantes de la DP :

- a. La section 1.2 – Sommaire indique ce qui suit : « Cette solution chargera et traitera les preuves et les métadonnées dans un dépôt centralisé et permettra aux utilisateurs de traiter, d'examiner, d'analyser et de communiquer des données grâce à une interface bilingue et conviviale. »
- b. Le critère TC22 indique ce qui suit : « La solution de traitement devrait inclure le matériel de formation des utilisateurs dans les deux langues officielles d'ici la date d'attribution, plus 11 mois. »
- c. Le critère EO19 indique ce qui suit : « La solution d'examen, d'analyse et de communication doit inclure le matériel de formation des utilisateurs dans les deux langues officielles avant la date d'attribution, plus 11 mois. »
- d. Le critère EC15 indique ce qui suit : « La solution d'examen, d'analyse et de communication devrait pouvoir afficher les messages d'erreur dans la langue officielle choisie par l'utilisateur pour l'interface utilisateur. »
- e. Le critère EC39 indique ce qui suit : « La solution d'examen, d'analyse et de communication devrait fournir des champs générés par le système dans un format bilingue. »

- f. Le critère EC42 indique ce qui suit : « La solution d'examen, d'analyse et de communication devrait comprendre une interface d'utilisateur pour les utilisateurs finaux, ainsi que l'assistance de l'IU, dans les deux langues officielles. »
- g. Le critère EC73 indique ce qui suit : « La solution d'examen, d'analyse et de communication devrait permettre aux utilisateurs de consulter des conseils et des textes d'aide (défilement) dans la langue officielle de leur choix. »

Réponse 2 :

Justice Canada envisage d'exiger des applications logicielles qui sont bilingues, comme suit :

Le sommaire présenté à la section 1.2 est de nature générale; l'énoncé exhaustif et exact des exigences est décrit à l'annexe C. Cette dernière indique clairement les exigences obligatoires et les exigences cotées en lien avec le bilinguisme. Justice Canada ne peut pas envisager d'adopter une solution qui ne satisfait pas à ces exigences obligatoires.

Veuillez noter que les préfixes des exigences EC et EO renvoient uniquement à la solution d'examen, d'analyse et de communication. Par conséquent, les exigences EC15, EO17, EO19, EC39, EC42 et EC 73 renvoient toutes uniquement à l'examen, à l'analyse et à la communication, tandis que les préfixes TC et TO renvoient uniquement à la solution de traitement décrite à l'annexe C. Le préfixe CO renvoie aux exigences obligatoires communes des deux solutions.

Pour la solution de traitement proposée, l'IU, l'assistance de l'IU et le matériel de formation **devraient** être accessibles dans les deux langues officielles (TC22 et TC23).

Pour la solution d'examen, d'analyse et de communication proposée, l'IU, l'assistance de l'IU et le matériel de formation **doivent** être accessibles dans les deux langues officielles, mais nous accordons une période de grâce d'une durée de douze mois à compter de la date d'attribution du contrat pour l'IU et d'une durée de onze mois pour le matériel de formation, afin de donner le temps au fournisseur de mettre à jour la solution proposée en vue de satisfaire à ces exigences (EO17 et EO19).

Question 3 :

Quels ont été la période d'exécution et le montant dépensé pour le contrat actuel du logiciel de soutien aux litiges?

Réponse 3 :

Les détails relatifs à la période d'exécution et au contrat actuel pour les licences logicielles, la maintenance et le soutien technique sont disponibles sur le site Web Gouvernement ouvert.

Numéro de référence : 1940260006. Numéro d'identification du contrat : C-2016-2017-Q4-00043